

Bour et solutions alternatives

Arrangement : Abdelmoumen Guennouni

La discussion, retenue ce mois-ci sur le forum Tech Agro, s'est engagée sur un constat de cherté des aliments de bétail au Maroc, qui se reflète sur le prix de la viande dans les boucheries marocaines. Elle portait sur la rentabilité de l'élevage bovin, le coût des intrants importés et la difficulté d'assurer (par une production locale) une alimentation bovine équilibrée et moins chère. Le bour est-il à même d'assurer l'alimentation du bétail et des hommes ? Ne faut-il pas trouver des solutions alternatives pour améliorer l'exploitation des sols, les revenus des petits agriculteurs, la sécurité alimentaire de notre pays, ... ?

L'objectif de ces discussions n'est pas de donner des solutions miracles, mais elles ont l'avantage de mettre le doigt là où ça fait mal et d'inciter à la réflexion. Et c'est là leur grand et méritoire apport.

NDLR : A remarquer que le prix de la viande (halal) importée est largement inférieur au prix sur le marché local. Ainsi, pour les besoins des FAR, l'OCE importe annuellement autour de 6.000 t de viande bovine congelée de différentes origines (Amérique latine, Australie, Europe) entre 33 et 38 dh/kg (moitié du prix local).

Coût élevé de la production marocaine de viande

Avis 1

Je me pose la question : si on importe les génisses, les veaux, les tourteaux, le maïs, l'orge et on manque de savoir faire pour la conduite des élevages, ne vaudrait-il pas mieux importer directement la viande ? L'approvisionnement à l'étranger devrait revenir moins cher que d'importer des vivants. Il faut seulement s'assurer que c'est du Halal.

Avis 2

En ce qui concerne l'alimentation humaine et l'équilibre protéique de la ration alimentaire, je pense que les produits alimentaires importés

ou cultivés pour l'alimentation du bétail seraient mieux valorisés s'ils étaient directement consommés par l'homme .

Le bour, potentialités et limites

Avis 3

L'alternative qui me paraît très plausible et qui peut contribuer à résoudre cette problématique réside dans les cultures en bour, notamment les oléagineuses, en particuliers le tournesol dans les régions favorables (Gharb, Loukos, partie du Saïs) et le colza, de Tanger jusqu'à Oum Rabii. Environ 300.000 ha de ces cultures pourraient nous assurer notre autosuffisance en huile et la sécurité

alimentaire des élevages en tourteaux. La production de foin de légumineuse en bour est également une source de protéine à moindre coût. Le tout nous fait un système de culture cohérent avec la production des céréales. Il est temps de savoir que l'intensification des céréales ne se fera pas non plus avec l'usage à outrance d'intrants engrais et des pesticides. Je vois que ni les oléagineuses ni les cultures fourragères pluviales ne figurent dans le PMV et ses filières, alors que ça doit être un pilier stratégique pour un équilibre stable et durable.

Avis 4

D'accord, c'est bien beau les cultures en bour, le grand avantage en effet c'est que ça coûte à l'agriculteur Zéro Dirham de frais d'irrigation. Oui, par définition ! Mais pourquoi alors ce Plan Maroc Vert ?

En fait, le bour c'est très bien en bonne année pluviale comme c'est le cas ces 2 dernières années. Espérons que ça dure ! Mais demandez l'avis d'un agriculteur qui a subi une sécheresse durant, par exemple, 2 années de suite!! Dans un cas concret, 2 années de sécheresse consécutives ça signifie 4 campagnes agricoles déficientes et de très lourdes pertes pour ne pas dire une faillite :

- 1^{re} année : Blé tendre remplacé par tournesol = Zéro

- 2^{ème} année : BT remplacé par tournesol = Zéro ou presque!

Je vous laisse imaginer la FACTURE !!

Combinaison céréales olivier



Culture après moisson



Quelle alternative ?

Avis 5

C'est vrai que le bour est aléatoire, particulièrement quand on se rapproche du semi-aride. Le Haouz, le Tadla par exemple sont des zones à risques. La question est : quelle est l'alternative ?

- Irriguer ? Les nappes sont déjà dangereusement surexploitées.

- Abandonner ces zones ? Du point de vue environnemental ce serait l'idéal. Mais socialement, on ne peut pas envisager cette solution. La pression de la pauvreté l'interdit.

- Cultures de substitution ? Cactus par exemple ? Peut-être ...

- Continuer vaille que vaille à cultiver, en essayant de limiter les dégâts ? Je crois que c'est l'option la plus réaliste. Nos 2 ou 3 millions d'hectares bour dit « défavorable » devraient être la priorité de la recherche agronomique, dont je salue au passage les pionniers qui s'investissent dans ce domaine.

Avis 6

Tout d'abord il me semble qu'on est sur les mêmes longueurs d'onde. Ensuite, je veux préciser que malheureusement dans l'exemple dramatique que j'ai cité plus haut, il s'agissait du bour favorable à savoir la région du Saïs. En réalité, en année de sécheresse, il n'y a plus de bour favorable. Ca devient tout simplement une aberration de langage. Ma conclusion :

- Il faut aider les petits agriculteurs à se reconverter dans des cultures

de substitution : Cactus, olivier, arganier, caroubier, voire arbres forestiers. Et bien sûr il faut trouver des moyens d'accompagnement...

- Il faut encourager et encadrer le goutte à goutte.

- Nos grands agriculteurs doivent assurer notre sécurité alimentaire.

Avis 7

Je pense tout de même que l'irrigation, malgré les techniques économiques telles que le goutte à goutte est limitée par la disponibilité en eau. Nous sommes un pays proche du stress hydrique et la situation va en s'aggravant.

Les grands agriculteurs ne se détourneront pas des cultures de rente. Même si on les « obligeait », par exemple en remplaçant le maraîchage par les céréales irriguées, les surfaces concernées ne seraient pas significatives.

L'idée de base (et à mon avis on ne la retrouve pas dans le Plan Maroc Vert) est que le bour contribue à la sécurité alimentaire nationale et à la richesse nationale et qu'on peut significativement en augmenter la production. De manière inégale, il est vrai, suivant les années et les régions (Merchouch n'est pas Midelt ou Ben Guerir).

Je vous rejoin tout à fait au sujet de la reconversion des petits agriculteurs de la céréaliculture bour vers l'arboriculture bour avec les espèces fruitières que vous mentionnez. De plus, 100 arbres à l'hectare, soit une plantation en 10x10 permet-

tent une céréaliculture intercalaire mécanisée. Imaginons un objectif de 8 à 25 qx de céréales/ha ajoutés à 100 kg d'amandes ou 200 à 500 kg d'olives ou 200 à 1000 kg de caroubes ...

Avis 8

Je suis partisan des cultures intercalaires, céréales ou maraîchage façon oasis. Le but est de valoriser l'eau, de profiter de l'ombre et de l'effet brise-vent, et surtout de laisser le maximum de résidus au sol (pailles, fanes etc) vu que le fumier est rare, cher, et peut introduire des graines de cuscute, liseron, sorgho d'Alep, Cyperus ...

Les plantes aromatiques peuvent être très intéressantes soit pour les exploiter soit pour leur effet répulsif sur certains insectes (absinthe, ail, raifort, tanaïsie ...).

A défaut de cultures intercalaires, on peut utiliser les adventices pour pailler. Je l'ai pratiqué plusieurs années sur des agrumes conduits en goutte-à-goutte. Il suffit d'une ou deux fauches manuelles par an : l'ouvrier déplace les tuyaux, fauche en déposant l'andain puis repose le tuyau sur l'andain, soit deux journées de travail par hectare par fauche.

On obtient ainsi tous les avantages du paillage : limitation de l'évaporation, de la pousse d'herbes au niveau du bulbe d'irrigation, apport de matière organique, et une extraordinaire amélioration de la structure du sol.

L'irrigation, malgré les techniques économiques telles que le goutte à goutte est limitée par la disponibilité en eau. Nous sommes un pays proche du stress hydrique et la situation va en s'aggravant.

Environ 300.000 ha de tournesol et de colza pourraient nous assurer notre autosuffisance en huile et la sécurité alimentaire des élevages en tourteaux.

